

UN CONSEIL INTERMINISTÉRIEL A ÉTÉ CONSACRÉ À LA QUESTION

Quelle parade à la crise de lait ?

Les contraintes et les dysfonctionnements caractérisant la filière du lait ont été examinés, lundi, lors d'un Conseil interministériel, présidé par le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune. Si les besoins de l'Algérie en matière de lait sont entre 4 milliards et demi et 5 milliards de litres de lait par an, l'Algérie n'arrive à produire qu'une quantité allant entre 600 et 800 millions de litres par an. La carence n'a de cesse de s'accroître et la facture d'importation va crescendo.

Mounira Amine-Seka – Alger (Le Soir) - A ce sujet, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, un Conseil interministériel consacré à l'examen de la situation de la filière lait, en présence des ministres des Finances, de l'Industrie et des Mines, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, du Commerce et des Ressources en eau.

En-deçà de «déterminer les facteurs à l'origine des dysfonctionnements périodiques constatés dans la gestion du marché des produits laitiers, et de définir les mesures préalables à prendre, en première instance, en vue d'assurer toutes les condi-

tions nécessaires au contrôle et à la régulation des activités liées».

M. Tebboune a instruit le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche de procéder à la constitution d'un groupe d'experts, avec pour mission principale, d'«étudier les conditions qui président au fonctionnement de l'ensemble des activités liées à la filière lait dans leurs différents volets et segments», au terme des exposés présentés par les différents ministres.

Ce qu'il faudrait retenir de cette crise, c'est que les factures des importations de lait et produits laitiers observent une hausse de 75%, passant de 311,85 millions de dollars sur



Photo : DR

Les dysfonctionnements dans la gestion des produits laitiers persistent.

les quatre premiers mois en 2016, à 545,25 millions de dollars sur les quatre premiers mois de 2017.

Pour répondre à la demande, avait indiqué M. Mahmoud Bouchakour, président du Comité national interprofessionnel du lait (Cnil), lors d'une émission à la Radio Chaîne II, en février dernier, «il faudrait que l'Algérie dispose d'un million de têtes de vaches laitières pour lesquelles il faudrait fournir 7 millions

de tonnes de fourrage». La pluviométrie ne le permet pas et les agriculteurs souffrent des longues périodes de sécheresse qui frappe le pays ces deux dernières années, en plus du prix élevé de l'aliment du bétail.

Ce phénomène naturel engendre une perte sèche aux éleveurs qui cèdent le litre de lait entre 30 et 50 DA, alors que le prix de revient du lait cru est passé à 75 DA. Un prix qui n'arrange ni les éleveurs ni les trans-

formateurs qui risquent, de ce fait, de se retrouver au bord de la faillite, même si le dispositif actuel de soutien à la filière lait porte sur une prime de 12 DA/litre pour l'éleveur, 5 DA/litre pour le collecteur et 4 DA/litre pour les laiteries qui intègrent le lait cru dans la fabrication du lait pasteurisé vendu en sachet au prix administré de 25 DA/litre.

Un mécanisme remis en cause par le groupe de travail qui tente de trouver des solutions aux conflits qui opposent producteurs et transformateurs. Les résultats et conclusions émanant du travail du groupe d'experts, seront soumis au Premier ministre, dès sa finalisation, précise le communiqué.

Il faut souligner que les différents dysfonctionnements continuent à faire beaucoup de bruit quant aux problèmes rencontrés aussi bien au niveau de la production que de la transformation et la distribution, et ce, malgré les différentes mesures prises par les différents secteurs à tous les niveaux de la chaîne commerciale de cette filière.

M. A.-S.

**DÉVELOPPEMENT
DES TIC**Lancement d'un
projet de jumelage
institutionnel
entre l'Algérie,
l'Allemagne et
la France

Un projet de jumelage institutionnel en matière de développement des technologies de l'information et de la communication entre l'Algérie, l'Allemagne et la France sera lancé aujourd'hui au Cyberparc de Sidi Abdellah à Alger, indique un communiqué de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT).

«Dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE), un nouveau projet de jumelage institutionnel est lancé entre l'ANPT et un consortium européen constitué du ministère fédéral de l'Economie et de l'Energie, en sa qualité de chef de file, et de la Fondation Sophia Antipolis (FSA) de France en tant que partenaire junior», précise la même source.

La cérémonie de lancement officiel de ce jumelage se tiendra au siège de l'ANPT en présence de l'ambassadeur, chef de la délégation de l'UE en Algérie, John O. Rourke, comme elle verra la participation exceptionnelle du Commissaire chargé de la politique européenne de voisinage, Johannes Hahn.

Intitulé «Appui au ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique (MPPTN) dans la mise en place d'un écosystème favorisant le développement des TIC en Algérie», le projet ambitionne «de développer des activités économiques basées sur les TIC et les usages correspondants visant à contribuer, ainsi, à la mise en place de cet écosystème», relève le communiqué.

«La mise en œuvre de ce jumelage permettra d'améliorer le réseau partenarial dans une finalité d'innovation, de renforcer l'encadrement de la recherche-développement des TUIC, de revisiter le processus d'incubation et de redynamiser le Cyberparc de Sidi Abdellah», ajoute la même source.

Le séminaire de lancement de ce jumelage constituera pour les organisateurs une opportunité pour présenter aux parties prenantes les objectifs et les résultats attendus de ce projet.

APS

COMMERCEDes formations prévues pour
les agents de contrôle

Le bilan du premier semestre 2017, émanant des services de contrôle du ministère du Commerce affiche des chiffres mirobolants. Le montant des transactions commerciales sans factures s'élève à 68,84 milliards de dinars et la valeur des marchandises saisies est de 4,75 milliards de dinars, selon le directeur des services, M. Abdelaziz Aït Abderrahmane.

Ces chiffres sont le résultat de 917 923 interventions effectuées, entre janvier et fin juin 2017, ce qui a permis d'enregistrer 120 124 infractions qui ont conduit à 113 373 poursuites judiciaires et pas moins de 6 877 fermetures administratives. Concernant les opérations menées aux frontières, 50 468 cargaisons ont été inspectées, contre 50 968 au premier semestre 2016. Ces opérations ont mené au blocage de 732 cargaisons, d'une quantité de 30 217 tonnes, d'une valeur de 7,5 milliards de dinars, contre 854 cargaisons de 58 394 tonnes, à la valeur de 9,9 milliards de dinars, au premier semestre 2016.

Selon les déclarations de M. Aït Abderrahmane, la crise de contraintes qu'a connue le marché s'est répercutée sur le pouvoir d'achat et le consommateur. Un marché qui s'est

caractérisé par l'absence de transparence et de loyauté dans des transactions commerciales.

Ces contraintes sont illustrées par la vente et l'achat sans factures, ainsi que la pratique des prix illicites sur les produits soutenus par l'Etat, due au fait de l'exercice d'activités commerciales sans titre légal et l'absence d'affichage de prix. En-deçà de l'aspect administratif, la rétention des stocks des produits de large consommation, telle la pomme de terre, la pratique de plusieurs formes de tromperie, telle le fardage dans la vente des fruits et légumes, le foisonnement d'activités et d'espaces d'échanges informels, les falsifications des produits mis à la consommation et l'opposition au contrôle, n'ont fait qu'amplifier la gravité de la situation.

**Les agents de contrôle manquent
de formations spécialisées**

Le manque de formations spécialisées des agents de contrôle est l'autre aspect de la défaillance du contrôle du marché, a relevé le directeur des services de contrôle du ministère du Commerce. Un manque ressenti en matière de techniques d'investigation, de procédures de contrôle sur le marché et au niveau des frontières, l'insuffisance de la prise en charge des enquêtes (absence de propositions de mesures, non-respect de la méthodologie arrêtée, non-respect des délais de transmission des résultats...).

Le responsable a cité l'insuffisance de l'en-

cadrement des agents de contrôle, au niveau des services extérieurs, qui se traduit, quelques fois, par la mauvaise qualification des infractions, la mauvaise rédaction des PV, la réticence des agents de contrôle à appliquer et à proposer, en sus des poursuites judiciaires, les mesures conservatoires qui s'imposent (fermeture, saisie, retrait du produit...), la mauvaise orientation de l'action du contrôle, qui doit être dirigée, en amont, vers les producteurs et les importateurs, l'insuffisance de moyens matériels et analytiques, l'absence de coordination intersectorielle dans la cadre des brigades mixtes (santé, agriculture, métrologie légale).

Dans la perspective de protéger la santé et la sécurité des consommateurs, le responsable préconise des mesures à prendre, face à toutes ces contraintes, consistant essentiellement au confortement des capacités des agents de contrôle par des formations spécialisées et continues, le renforcement de l'encadrement des agents, ainsi que le renforcement des capacités d'analyse des laboratoires de la répression des fraudes, à travers la mise en service du laboratoire national d'essais, qui viendra prochainement renforcer le contrôle des produits industriels, ce qui redynamisera les activités des brigades mixtes et la protection des agents de contrôle, lors de l'exécution de leurs missions par les services concernés.

M. A.-S.

SANTÉHasbellaoui poursuit ses rencontres
avec les syndicats

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, a reçu mercredi les secrétaires généraux de la Fédération nationale des travailleurs de la santé (FNTS/UGTA) et du Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical (SNPEPM), respectivement Amara Rachid et Benyoucef Benyoucef, dans le cadre du dialogue avec les partenaires sociaux, indique un communiqué du ministère.

L'audience du ministre de la Santé avec le secrétaire général FNTS/UGTA a été marquée par un «échange de points de vue concernant les approches stratégiques devant conduire à un système de santé performant digne de notre grande Algérie comme affirmé par

le ministre de la Santé», note la même source.

Mettant en exergue le fait que la FNTS/UGTA «est un syndicat représentatif de toutes les composantes du Système national de santé et que en tant que partenaire social», M. Amara a fait part de son

«engagement à travailler la main dans la main pour moderniser le secteur de la santé».

De son côté, M. Hasbellaoui a affirmé que «les avancées enregistrées seront consolidées et les acquis préservés et les portes du dialogue resteront ouvertes», souligne le communiqué.

Par ailleurs, le secrétaire général du SNPEPM a été également reçu par le ministre dans le cadre de «prise de contact», au cours de laquelle, il s'est félicité de cette initiative «qui témoigne d'une volonté sincère d'arriver à un partenariat durable». A cette occasion, le ministre de la Santé «a insisté sur

le fait que tous les chantiers seront suivis sérieusement et finalisés», ajoutant que «le dossier des problèmes qui minent le fonctionnement des instituts supérieurs de formation paramédicale est prioritaire, car il conditionne le devenir de la formation paramédicale et celui des formateurs en même temps», ajoute la communiqué.

Les deux parties ont convenu, à cet effet, de «ne ménager aucun effort pour la résolution rapide des problèmes dans le cadre d'un dialogue sérieux, permanent et responsable», souligne la même source.

APS